

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.231/2
DU 21 OCTOBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 25 septembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités des tirages spéciaux du Lotto, appelés «Lotto Extra», organisés les lundis 23 et 30 novembre, et les lundis 7 et 14 décembre 2009, par la Loterie Nationale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Dispositif

Article 5

1. À l'alinéa 1^{er}, ne convient-il pas, compte tenu de ce qui est écrit à l'article 4, alinéa 1^{er}, de faire état de l'existence de trois types de bulletin plutôt que deux ?

2. L'article 11, alinéa 1^{er}, du projet énonce qu' :

"Après paiement de sa mise, lequel s'effectue en espèces ou par tout autre moyen de paiement agréé par la Loterie Nationale, le participant reçoit un ticket de jeu délivré par l'imprimante connectée au terminal."

L'article 13 du projet énonce que :

"La participation n'est effective que si les éléments de participation figurant sur le ticket de jeu ont été, avant le tirage concerné, retranscrits sur un support informatique par la Loterie Nationale."

Ainsi l'alinéa 3 de l'article 5 en projet, rédigé comme suit :

"Les éléments apportés sur les bulletins par les participants n'ont qu'une valeur indicative et ne constituent pas une preuve de participation",

paraît dépourvu de toute portée normative et doit être omis ¹.

Article 10

1. Le 3/ du premier paragraphe ne détermine pas avec suffisamment de précision la forme du jeu qu'il appartient pourtant au Roi de fixer sur la base des articles 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 6, § 1^{er}, 1/, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale ².

2. Au paragraphe 2, qui organise la formule de participation "Replay", il est inutile de préciser, dans la première phrase, que la prise de participation s'effectue à l'appui d'un ticket de jeu visé à l'article 11 puisque cela découle nécessairement du 1/. Ainsi, il y a lieu d'omettre le pronom "qui," et d'arrêter la phrase après "Replay".

3. Au même paragraphe, dans un souci d'uniformité de la terminologie utilisée, il y a lieu de remplacer les mots "la composition des ensembles participant" par les mots "les numéros de participation" utilisés à l'article 11 du projet et à l'article 14 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 portant le règlement du Lotto et du Joker, loteries publiques organisées par la Loterie Nationale.

(1) Voir en ce sens l'avis 37.323/2/V, donné le 2 septembre 2004, sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique "Euro Millions" organisée par la Loterie Nationale; voir également l'avis 47.208/2, donné le 12 octobre 2009, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités du tirage spécial du Lotto, appelé «Super Lotto», et du tirage spécial du Joker, appelé «Super Joker», organisés le vendredi 13 novembre 2009".

(2) Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

4. La dernière phrase de l'article 10, § 2, 3/ du projet est rédigée comme suit :

"Celui-ci prend exclusivement part aux tirages «Lotto Extra» et «Happy Letter» organisés le premier lundi suivant".

L'article 12 prévoit, quant à lui, que les prises de participation sont encore possibles le lundi, jour prévu pour le tirage. Ainsi, tel que le texte est rédigé, une prise de participation, selon la formule "Replay", ayant lieu un lundi ne vaudrait pas pour le tirage suivant, qui a lieu le même jour, mais celui du lundi suivant, c'est-à-dire celui de la semaine prochaine, ce qui ne correspond sans doute pas à l'intention de l'auteur du projet.

Il est dès lors suggéré d'omettre les mots "organisés le premier lundi" et de prévoir plus simplement qu'il prend part aux tirages "Lotto Extra" et "Happy Letter" suivants.

Article 11

Cet article prévoit que sur le ticket de jeu est imprimée la mention "Quick Pick" en cas d'utilisation de cette formule.

Il y a donc lieu, dans un souci de cohérence, de prévoir également l'impression de la mention "Replay", en cas d'utilisation de cette formule de participation.

Article 12

Au paragraphe 5, il y a lieu de prévoir également l'hypothèse où la raison ayant empêché la délivrance du ticket prépayé empêche également la délivrance du ticket d'annulation ³.

⁽³⁾ Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

Article 13

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots "et fait foi en cas de contestation" seront omis car il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante ⁴.

2. L'alinéa 2 doit être omis car il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger.

Article 14

L'alinéa 1^{er} prévoit que le tirage est effectué, au choix de la Loterie Nationale, au moyen de tous supports physiques, électroniques ou informatiques.

L'alinéa 2 précise uniquement les modalités d'un tirage au moyen d'un tambour, c'est-à-dire au moyen d'un support physique. Ainsi, le projet ne fixe pas à suffisance les modalités générales d'un tirage au moyen de tous supports électroniques ou informatiques.

Or, en vertu, de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 précitée, c'est le Roi qui fixe les formes et les modalités générales des loteries publiques que la Loterie Nationale est chargée d'organiser. L'élaboration des modalités d'exécution est par contre confiée, en vertu de l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, au comité de direction.

Partant, il convient soit de compléter le projet soit d'omettre les mots "électroniques ou informatiques" à l'alinéa premier de l'article 14 du projet ⁵.

Cette observation vaut également pour l'article 15 du projet qui concerne le tirage "Happy Letter".

(4) Voir en ce sens les avis 37.323/2/V et 47.208/2 précités.

(5) Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

Article 18

L'article 18, en ses alinéas 2 à 5, organise la répartition des lots, lorsque le résultat du tirage ne désigne aucun ensemble de numéros gagnants respectivement aux rangs 2 à 5, en attribuant la part de la mise globale attribuée à chacun de ces rangs au rang suivant, soit du rang 2 au rang 3, du rang 3 au rang 4 et du rang 4 au rang 5, sauf pour la part de la mise globale attribuée au rang 5, qui est versée dans le "Fonds de cagnotte Lotto".

Le texte n'organise toutefois pas clairement les cas où le résultat du tirage ne désigne aucun ensemble de numéros gagnants pour deux ou plusieurs rangs successifs (par exemple les rangs 2 et 3 ou 2 à 4), sauf, à l'alinéa 6, qui règle l'hypothèse où ce résultat ne désigne aucun ensemble de numéros gagnants pour la totalité de ces rangs 2 à 5.

Le texte devrait être complété pour régler ces cas.

Article 20

1. À l'alinéa premier de la version française, les mots "gagnant à un tirage" doivent être remplacés par les mots "gagnante du tirage".

2. Au même alinéa et afin d'éviter toute confusion sur la mise concernée, il faut préciser que le montant du lot correspond au montant total de la mise du ticket de jeu sur lequel la lettre gagnante est imprimée en insérant les mots "par ce ticket de jeu" entre les mots "mise jouée" et "pour ce tirage".

La version néerlandaise de l'article, alinéa 1^{er}, pourrait donc être rédigé comme suit :

"Het deelnemingsticket waarop de bij de trekking winnende letter «Happy Letter» afgedrukt staat, wordt deelachtig aan een lot waarvan het bedrag overeenstemt met het door dat deelnemingsticket voor die trekking ingezette bedrag."

.../...

Article 21

L'alinéa 2 prévoit qu'en cas de report du tirage, le délai de vingt semaines pendant lequel les lots sont payables court à compter de la date initialement fixée.

L'alinéa 3 prévoit qu'en cas de tirage complémentaire ayant eu lieu à une date postérieure à celle du tirage interrompu, le délai pour le paiement des lots court à compter de la date du tirage interrompu.

La section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier que le délai pour le paiement des lots ne débute pas, dans chacune des hypothèses, au moment du tirage définitif. À tout le moins, le projet gagnerait à prévoir un délai minimum pendant lequel les gains seront payables. En effet, tel que l'alinéa 2 est rédigé, le projet pourrait aboutir à ce que les gains ne soient payables que pendant une période très courte si le tirage était reporté à une date ultérieure relativement éloignée de la date initialement fixée, voire que le délai soit expiré au moment du tirage ou du tirage complémentaire ⁶.

Article 23

L'alinéa 4 dispose que :

"Toute réclamation doit être accompagnée du ticket de jeu au dos duquel le participant inscrit ses nom, prénom et adresse".

L'auteur du projet est invité à examiner s'il n'est pas souhaitable d'assurer au réclamant une protection en cas de perte de ce billet à l'occasion de la réclamation. Il pourrait, par exemple, s'inspirer de la "reconnaissance en faveur du porteur du ticket" prévue à l'article 31, alinéa 1^{er}, 1/, du projet ayant fait l'objet de l'avis 47.208 précité ⁷.

⁽⁶⁾ Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

⁽⁷⁾ Voir en ce sens les avis 32.415/4, donné le 12 novembre 2001 sur le projet devenu l'arrêté royal du 15 janvier 2002 concernant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée "WIN FOR LIFE", loterie publique organisée par la Loterie Nationale et 47.208/2 précité.

Article 24

Les mots "dont la responsabilité de la parfaite exécution des opérations leur incombant ne peut nullement être imputée à la Loterie Nationale" seront omis : comme déjà mentionné, il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger ⁸.

Article 25

1. L'alinéa 6 ne peut pas prévoir que "seuls font foi" les résultats des tirages constatés par l'huissier de justice, l'administrateur délégué ou son délégué : comme déjà mentionné, il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante. L'auteur du projet devra adapter cet alinéa pour n'y prévoir que la rédaction d'un procès verbal ⁹.

2. Il y a lieu d'omettre, à l'alinéa 7, le mot "autre" qui peut induire le lecteur en erreur. En effet, l'administrateur délégué ou son délégué sont également compétents en ce qui concerne les incidents, lors d'un tirage, expressément prévus par cet article ¹⁰.

Article 26

1. Il n'appartient pas au Roi d'exclure les recours juridictionnels. Afin d'éviter tout doute à ce sujet, il convient, à l'alinéa 2, d'ajouter les mots ", sous réserve des recours juridictionnels," entre les mots "aucune réclamation" et "ne sera acceptée" ¹¹.

⁽⁸⁾ Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

⁽⁹⁾ Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

⁽¹⁰⁾ Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

⁽¹¹⁾ Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

2. Le dernier alinéa, qui interdit la participation aux mineurs d'âge, est sans rapport logique direct avec les autres alinéas. Il y a lieu d'en faire un nouvel article distinct ¹².

Article 30

L'exécution de l'arrêté en projet doit être assurée au-delà des changements de ministres ou de répartition des attributions. L'article d'exécution doit dès lors être rédigé comme suit :

"Le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Observations de forme

Le texte néerlandais du projet devrait être revu du point de vue de la correction de la langue et de la technique législative. À titre d'exemple, il est relevé ce qui suit :

- les termes "degene" et "diegene" ne peuvent renvoyer qu'à des personnes (article 24); le terme "datgene" renvoie à des choses (article 3, alinéa 3, deuxième phrase);
- la tournure française "bénéficiaire de" ne peut être traduit par "genieten van", (article 18, dernier alinéa);
- l'usage du terme "huidig" pour traduire le terme "présent" dans des expressions comme "le présent article ou "le présent alinéa" n'est pas correct (article 19, alinéa 1^{er}, et article 22, dernier alinéa, dernière phrase)

⁽¹²⁾ Voir en ce sens l'avis 47.208/2 précité.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.231/2
VAN 21 OKTOBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 25 september 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden voor de speciale trekkingen van de Lotto, genaamd «Lotto Extra», georganiseerd door de Nationale Loterij op maandag 23 en 30 november, en op maandag 7 en 14 december 2009", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 5

1. Behoort, gelet op wat in artikel 4, eerste lid, staat, in het eerste lid geen gewag te worden gemaakt van drie soorten formulieren in plaats van twee?

2. In artikel 11, eerste lid, van het ontwerp staat het volgende :

"Nadat de deelnemer zijn inzet heeft betaald, hetzij in speciën, hetzij door middel van om het even welk ander door de Nationale Loterij erkend betaalmiddel, ontvangt hij een deelnemingsticket dat wordt afgeleverd door de met de terminal verbonden printer."

In artikel 13 van het ontwerp staat het volgende :

"De deelneming is pas echt geldig wanneer de op het deelnemingsticket vermelde deelnemingsgegevens door de Nationale Loterij vóór de trekking werden weggeschreven op een gegevensdrager."

Het derde lid van het ontworpen artikel 5, luidende

"de gegevens die door de deelnemers op de formulieren worden aangebracht, hebben een louter indicatieve waarde en vormen geen bewijs van deelneming",

lijkt dan ook geen regelgevende kracht te hebben en moet vervallen ¹.

Artikel 10

1. In onderdeel 3/ van paragraaf 1 wordt de vorm van het spel niet voldoende nauwkeurig bepaald, terwijl de Koning die nochtans moet vaststellen krachtens de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 6, § 1, 1/, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij ².

2. Het heeft geen zin in de eerste zin van paragraaf 2, in welke paragraaf de deelnemingsformule "Replay" wordt geregeld, te preciseren dat deelnemingsverwerving geschiedt met behulp van een deelnemingsticket genoemd in artikel 11, aangezien dat al blijkt uit 1/. De woorden "het in artikel 11 bedoelde deelnemingsticket, en wel met" moeten bijgevolg vervallen.

3. In dezelfde paragraaf behoren ter wille van de terminologische eenvormigheid de woorden "de samenstelling van de combinaties die deelnemen aan" vervangen te worden door de woorden "de deelnemingsnummers van", gebruikt in artikel 11 van het ontwerp en in artikel 14 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 houdende het reglement van de Lotto en de Joker, openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij.

(1) Zie in die zin advies 37.323/2/V, op 2 september 2004 verstrekt over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij "Euro Millions"; zie ook advies 47.208/2, op 12 oktober 2009 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden voor de speciale trekking van de Lotto, genaamd "Super Lotto", alsook voor de speciale trekking van de Joker, genaamd "Super Joker", die worden georganiseerd op vrijdag 13 november 2009".

(2) Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

4. De laatste zin van artikel 10, § 2, 3/, van het ontwerp luidt als volgt :

"Dit deelnemingsticket neemt uitsluitend deel aan de "Lotto Extra"- en "Happy Letter"-trekkingen die georganiseerd worden op de eerstvolgende maandag."

Artikel 12 bepaalt dat deelnemingsverwerving nog mogelijk is op maandag, de dag waarop de trekking plaatsvindt. Dat betekent dat, zoals de tekst is gesteld, een deelnemingsverwerving volgens de "Replay"-formule op maandag niet geldt voor de volgende trekking, die op dezelfde dag plaatsvindt, maar voor de maandag daarop, dat wil zeggen de maandag van de week erna, wat wellicht niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp.

Voorgesteld wordt derhalve de woorden "die georganiseerd worden op de eerstvolgende maandag" te laten vervallen en eenvoudigweg te bepalen dat het deelnemingsticket deelneemt aan de eerstvolgende trekkingen "Lotto Extra" en "Happy Letter".

Artikel 11

Dit artikel bepaalt dat op een deelnemingsticket de vermelding "Quick Pick" wordt afgedrukt, zo van die formule gebruik wordt gemaakt.

Ter wille van de samenhang moet bijgevolg ook bepaald worden dat de vermelding "Replay" wordt afgedrukt zo van die deelnemingsformule gebruikt wordt gemaakt.

Artikel 12

In paragraaf 5 moet ook het geval worden vermeld waarbij om eenzelfde reden niet alleen het vooraf betaalde ticket, maar ook het annuleringsticket niet afgegeven kan worden ³.

Artikel 13

1. In het eerste lid moeten de woorden "en geldt bij betwisting als bewijs" vervallen, aangezien de Koning niet gerechtigd is de wettelijke bepalingen betreffende de bewijskracht te wijzigen ⁴.

2. Het tweede lid moet vervallen, aangezien de Koning niet gerechtigd is een regel uit te vaardigen waarmee herinnerd wordt aan het gemene recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of waarmee ervan wordt afgeweken.

Artikel 14

In het eerste lid wordt bepaald dat de trekking geschiedt, naar keuze van de Nationale Loterij, met onverschillig welk fysiek, elektronisch of computerhulpmiddel.

In het tweede lid worden enkel de nadere regels bepaald voor een trekking door middel van een trekkingstrommel, met andere woorden met behulp van een fysieke drager. Bijgevolg worden in het ontwerp de algemene voorwaarden voor een trekking met behulp van onverschillig welk elektronisch of computerhulpmiddel niet op afdoende wijze vastgesteld.

⁽³⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

⁽⁴⁾ Zie in die zin de voornoemde adviezen 37.323/2/V en 47.208/2.

Krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 19 april 2002 bepaalt de Koning echter de vormen en de algemene regels van de openbare loterijen met de organisatie waarvan de Nationale Loterij belast is. De uitwerking van de uitvoeringsregels wordt daarentegen krachtens artikel 11, § 1, van diezelfde wet, opgedragen aan het directiecomité.

Bijgevolg behoort ofwel het ontwerp aangevuld te worden, of behoren de woorden "om het even welk fysisch, elektronisch of computerhulpmiddel" in het eerste lid van artikel 14 van het ontwerp vervangen te worden door de woorden "onverschillig welke fysieke drager" ⁵.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 15 van het ontwerp dat betrekking heeft op de "Happy Letter"-trekking.

Artikel 18

In het tweede tot vijfde lid van artikel 18 wordt geregeld hoe de loten worden verdeeld wanneer het trekkingsresultaat, respectievelijk in de rangen 2 tot 5, geen enkele winnende combinatie van getallen aanwijst, door het deel van het totale inzetbedrag dat aan elk van die rangen wordt toegewezen, toe te wijzen aan de volgende rang, namelijk van rang 2 aan rang 3, van rang 3 aan rang 4 en van rang 4 aan rang 5, behalve voor het deel van het totale inzetbedrag dat aan rang 5 wordt toegewezen, dat in het Lottospeelpotfonds wordt gestort.

In de tekst worden evenwel niet duidelijk de gevallen geregeld dat het trekkingsresultaat geen enkele winnende combinatie van getallen aanwijst voor twee of meer rangen die op elkaar volgen (bijvoorbeeld de rangen 2 en 3 of 2 tot 4), behalve in het zesde lid, waarin wordt geregeld wat er geschiedt als dat resultaat geen enkele winnende combinatie van getallen aanwijst voor alle rangen 2 tot 5.

De tekst zou moeten worden aangevuld om die gevallen te regelen.

⁽⁵⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

Artikel 20

1. In de Franse versie van het eerste lid moeten de woorden "gagnant à un tirage" vervangen worden door de woorden "gagnante du tirage".

2. Om alle verwarring omtrent het inzetbedrag in kwestie te voorkomen, moet in datzelfde lid gepreciseerd worden dat het bedrag van het lot overeenstemt met het totale inzetbedrag van het deelnemingsticket waarop de winnende letter staat afgedrukt, door tussen de woorden "overeenstemt met het" en de woorden "voor die trekking gespeelde inzetbedrag" de woorden "door dat deelnemingsticket" in te voegen.

Het eerste lid van het artikel zou dus kunnen luiden :

"Het deelnemingsticket waarop de bij de trekking winnende letter «Happy Letter» afgedrukt staat, wordt deelachtig aan een lot waarvan het bedrag overeenstemt met het door dat deelnemingsticket voor die trekking ingezette bedrag."

Artikel 21

In het tweede lid wordt bepaald dat, wanneer de trekking wordt uitgesteld, de termijn van twintig weken waarbinnen de loten betaalbaar zijn, loopt vanaf de oorspronkelijk vastgelegde datum.

In het derde lid wordt bepaald dat, wanneer op een latere datum dan de datum van de onderbroken trekking een extra trekking heeft plaatsgehad, de termijn voor de betaling van de loten loopt vanaf de datum van de onderbroken trekking.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom de termijn voor de betaling van de loten, in elk van de gevallen, niet begint te lopen vanaf de definitieve trekking. Het verdient op zijn minst aanbeveling om in het ontwerp een minimumtermijn te bepalen gedurende welke de winst betaalbaar is. Zoals het tweede lid gesteld is, zou het ontwerp er immers toe kunnen leiden dat de winst slechts gedurende een zeer korte periode betaalbaar is wanneer de trekking uitgesteld wordt tot een latere datum die relatief

.../...

ver verwijderd is van de oorspronkelijk vastgelegde datum of dat de termijn zelfs verstreken is op het ogenblik van de trekking of de extra trekking ⁶.

Artikel 23

Het vierde lid bepaalt :

"Elke klacht moet vergezeld gaan van het deelnemingsticket. Op de keerzijde van het deelnemingsticket moet de deelnemer zijn naam, voornaam en adres vermelden."

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of het niet raadzaam is ervoor te zorgen dat de indiener van een klacht beschermd is als het bij de klacht gevoegde biljet zoekraakt. Hij zou zich bijvoorbeeld kunnen laten leiden door het "bewijs van afgifte" dat de houder van het deelnemingsticket ontvangt, zoals bepaald in artikel 31, eerste lid, 1/, van het ontwerp waarover het voormelde advies 47.208/2 is uitgebracht ⁷.

Artikel 24

De zinnen "zij dragen de verantwoordelijkheid voor de vlekkeloze uitvoering van de verrichting. Deze verantwoordelijkheid kan in geen enkel geval op de Nationale Loterij worden afgewenteld", moeten vervallen : zoals reeds is opgemerkt, komt het de Koning niet toe om een regel uit te vaardigen waarmee herinnerd wordt aan het gemene recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of waarmee ervan wordt afgeweken ⁸.

⁽⁶⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

⁽⁷⁾ Zie in die zin advies 32.415/4 van 12 november 2001 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 15 januari 2002 betreffende de wijze van uitgifte van de loterij met biljetten, "WIN FOR LIFE" genaamd, een openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij en het voormelde advies 47.208/2.

⁽⁸⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

Artikel 25

1. In het zesde lid mag niet worden bepaald dat "de enige geldige" trekkingsresultaten de resultaten zijn die worden vastgesteld door de gerechtsdeurwaarder, de gedelegeerd bestuurder of diens vertegenwoordiger : zoals reeds is opgemerkt, komt het de Koning niet toe de wettelijke bepalingen betreffende de bewijskracht te wijzigen. De steller van het ontwerp moet dat lid zo aanpassen dat het alleen voorziet in het opstellen van een proces-verbaal ⁹.

2. In het zevende lid moet het woord "ander" worden geschrapt, aangezien het de lezer op een dwaalspoor kan brengen. De gedelegeerd bestuurder of diens vertegenwoordiger is immers ook bevoegd voor incidenten tijdens een trekking die uitdrukkelijk in dat artikel worden vermeld ¹⁰.

Artikel 26

1. Het komt de Koning niet toe jurisdictionele beroepen uit te sluiten. Teneinde elke twijfel in dat verband te voorkomen, moeten in het tweede lid de woorden "onder voorbehoud van jurisdictionele beroepen," in worden gevoegd tussen de woorden "Geen enkel bezwaar" en "wordt aanvaard" ¹¹.

2. Het laatste lid, waarin aan minderjarigen verboden wordt deel te nemen, heeft geen enkel rechtstreeks logisch verband met de overige leden. Er behoort van dat lid een nieuw onderscheiden artikel te worden gemaakt ¹².

⁽⁹⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

⁽¹⁰⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

⁽¹¹⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

⁽¹²⁾ Zie in die zin het voornoemde advies 47.208/2.

Artikel 30

De uitvoering van het ontworpen besluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers of de verdeling van bevoegdheden heen. De uitvoeringsbepaling moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit."

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden uit een oogpunt van correct taalgebruik en wetgevingstechniek. Bij wijze van voorbeeld wordt op het volgende gewezen :

- "degene" en "diegene" kunnen alleen naar personen verwijzen (artikel 24); "datgene" verwijst naar zaken (artikel 3, derde lid, tweede zin);
- de Franse wending "bénéficier de" kan niet worden vertaald door "genieten van", (artikel 18, laatste lid);
- het gebruik van "huidig" ter vertaling van het Franse "présent" in verbindingen als "le présent article" ou "le présent alinéa" is niet correct (artikel 19, eerste lid, en 22. laatste lid, laatste zin).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS